



Rapport d'activité 2014

Sommaire :

| | |
|---|-----------|
| RAPPORT MORAL 2015 | 4 |
| AXE 1. EDUCATION A LA PAIX..... | 10 |
| Partie 1: Projet « Prévenir les violences et agir pour la citoyenneté » sur les secteurs Teisseire, Mistral, Villeneuve et Village Olympique à Grenoble | 10 |
| Partie 2: Animations de l'Ecole de la paix pendant les temps scolaire ou périscolaire | 13 |
| Partie 3: Ventes et locations d'outils pédagogiques..... | 15 |
| Partie 4: Accompagner la parentalité pour améliorer la scolarité d'enfants roms et, ainsi, favoriser leur inclusion. | 16 |
| Partie 5: Autres développements remarquables..... | 19 |
| Concours « Messages de paix »..... | 19 |
| Participation à la Semaine de la Solidarité Internationale à Meylan..... | 19 |
| Participation aux réunions du collectif « Coordination pour la non-violence à l'école » | 19 |
| Contacts avec les médias | 20 |
| AXE 2. « RESEAU UNESCO – ÉCOLE DE LA PAIX ». FORMATION DES CADRES DE LA SOCIETE CIVILE..... | 21 |
| 1.1 Actions de formation engagées en 2014- 2015 en France | 21 |
| 1.2 Actions de formation en 2014-2015 au Maghreb et en Tunisie | 22 |
| 1.3 Innovations et perspectives 2014-2015 | 23 |
| AXE 3. ACCOMPAGNER DES ASSOCIATIONS DANS DIFFERENTS ENDROITS DU MONDE DANS LEUR PROJET D'EDUCATION A LA PAIX..... | 25 |
| Partie 1. Poursuite du travail de recherches au Mali et développement d'un projet d'éducation à la paix avec notre partenaire à Bamako | 25 |
| 1.1 Principaux axes de travail..... | 25 |
| 1.2 Comprendre pour mieux agir : une grille d'analyse | 26 |
| 1.3 Groupes de parole..... | 27 |
| 1.4 Ikakene : prendre la mesure des aspirations sur le terrain | 29 |
| 1.5 La mission Bamako 2014 | 29 |

| | |
|---|-----------|
| Partie 2 : L'école de la paix consolide et diversifie ses actions pour la paix en Colombie | 31 |
| Partie 3 : Vers la constitution d'un réseau d'associations travaillant à promouvoir l'éducation à la paix dans différents pays | 40 |
| RAPPORT FINANCIER | 42 |

| |
|---------------------------|
| RAPPORT MORAL 2015 |
|---------------------------|

| | |
|---|---|
| <p><i>No man is an island Entire of itself, Every man is a piece of the continent, A part of the main. If a clod be washed away by the sea, Europe is the less As well as if a manor of thy friend's Or of thine own were Any man's death diminishes me, Because I am involved in mankind, And therefore never send to know for whom the bell tolls ; It tolls for thee</i></p> | <p>Aucun homme n'est une île un tout, complet en soi ; tout homme est un fragment du continent une partie de l'ensemble ; si la mer emporte une motte de terre, l'Europe en est amoindrie, comme si les flots avaient emporté un promontoire, le manoir de tes amis ou le tien ; la mort de tout homme me diminue, parce que j'appartiens au genre humain ; aussi n'envoie jamais demander pour qui sonne le glas : c'est pour toi qu'il sonne.</p> |
|---|---|

Ce superbe poème de John Donne, écrit il y a plus de quatre siècles, est ô combien actuel. La situation mondiale a empiré depuis quelques années. On peut souligner que l'état du monde proche s'est doublement dégradé, à la fois de façon conjoncturelle, mais aussi structurelle. En effet, l'expansion de Daesh, phénomène qui ne parviendra pas à s'installer dans la durée, est conjoncturelle. On ne gouverne plus par la terreur sur le temps long. Force est en revanche de constater que ce mouvement a, comme Al-Qaeda il y a quelques années, apporté une déstabilisation forte dans plusieurs contrées du monde.

Cependant, si l'on devait s'arrêter un instant sur le nombre de réfugiés qui demandent l'asile en France, on constaterait que la proportion issue de pays touchés par le terrorisme islamiste est minime. Trois autres fléaux, beaucoup plus structurels, touchent les pays d'où viennent tous ces réfugiés qui parviennent à gagner nos côtes aux prix de dangers extrêmes : l'absence de démocratie souvent liée à une gouvernance locale délétère, une éducation négligée et des injustices patentées en termes de répartition des richesses, on en veut pour preuve les masses de réfugiés érythréens ou libyens qui arrivent, miraculés, sur nos côtes européennes.

Que peut faire une association comme l'Ecole de la paix dans un contexte tel que celui-ci ? Nous n'avons pas la prétention de répondre à de tels enjeux. En revanche, il nous revient de cibler quelques projets que nous pouvons accompagner. Nous avons aussi un rôle d'explication du monde en tant qu'acteur de l'éducation populaire. Ce rôle nous a semblé plus fort encore depuis les attentats qui ont été perpétrés en janvier dernier à Paris. Nous ne pouvons pas être impliqués à l'Ecole de la paix sans essayer de comprendre ce qui s'est passé et d'offrir un espace de discussion sur ce sujet. Nous avons reçu quelques demandes d'acteurs locaux qui ne nous avaient jamais contacté jusque-là et dont nous avons perçu qu'ils ne se sentaient plus en mesure d'offrir des clés de réflexion satisfaisantes sur des thématiques abordées en classe ou ailleurs. Enfin, il nous faut aussi mettre en évidence ce qui va bien. Les travaux de psychologie sociale ont amplement montré que si « le mal crée le mal », l'inverse est également vrai. Une accumulation trop forte de mauvaises nouvelles peut faire renoncer l'être humain à devenir pleinement citoyen. Il nous faut dès lors mettre en valeur les initiatives qui créent « du commun » et en accompagner quelques-unes.

Eduquer à la paix

Nous avons évoqué plus haut une double temporalité. Il en va de même ici. Il s'agit à la fois de répondre à des demandes « urgentes » d'acteurs qui, interpellés par leurs publics, ne savent pas toujours comment y répondre, mais aussi de travailler sur la durée. C'est pourquoi l'Ecole de la paix a poursuivi son travail consistant à réaliser des outils pédagogiques. Elle a donné naissance à une nouvelle production, intitulée « La violence ne passera pas par moi » que nous invitons tout lecteur de ce rapport à mieux connaître via notre site internet.

Un outil pédagogique est également en cours d'élaboration sur la guerre 14-18 mais aussi sur les conflits contemporains, à destination des élèves de CM2 et de troisième. Il devrait être fini cette année.

Nous avons poursuivi notre projet de « territoire de paix » à Villeneuve, Teisseire, Mistral et Village Olympique à Grenoble, action que je saluais déjà l'année dernière dans ce même rapport moral, projet que nous voulons « dupliquer » dans le Grésivaudan.

Le choix du périscolaire ou l'ambition de travailler autrement avec les enfants

Dès le début de cette réforme du temps scolaire, nous avons considéré que nous devions faire des propositions aux mairies qui souhaitaient s'engager dans cette nouvelle façon de considérer l'école. En 2014, nous avons accompli un travail conséquent de capitalisation de

nos parcours pédagogiques qui se sont concrétisés par quatre outils pédagogiques à la mi-2015. Moins « intellectuelle » que celle utilisée par nos outils pédagogiques proposés dans le cadre du scolaire, notre méthode est plus fondée sur les émotions. Et cela fonctionne : nous avons obtenu la confiance de quatre communes. Le chemin parcouru est conséquent et il faut s'en féliciter.

Passer de l'éducation nominale à l'éducation réelle : une action concrète pour la paix

Si l'éducation est un droit, on sait à quel point celui-ci peut être plus « alloué » qu'avéré. Nous avons décidé d'accompagner quelques dizaines d'enfants et de parents roms de l'agglomération grenobloise dans leur scolarité. C'est un projet modeste et ambitieux. Modeste, parce qu'il vient de débiter. Ambitieux, parce qu'apporter notre concours dans ce domaine participe de la création d'un territoire de paix, idée que nous portons depuis des années et que nous voulons, le plus concrètement possible, faire avancer.

Des étudiants au service de la paix

Dans le rapport moral 2013, j'insistais sur une plus grande implication des étudiants dans notre projet associatif. Le projet « Réseau des étudiants acteurs de la paix » témoigne d'une concrétisation de cet objectif. Comme vous le verrez, nous nous sommes mis en rapport avec de nombreuses associations ou institutions qui travaillent à la promotion de la paix et qui ont été enchantées de pouvoir accueillir des étudiants rhônalpins dans le cadre du dispositif « Explora'Sup » mis en œuvre par le Conseil régional Rhône-Alpes.

A ce titre, le Réseau UNESCO « Gouvernance et paix » continue sa mission multiple qui consiste à donner des modules de formation sur le vivre-ensemble, à former des cadres de la société civile en Tunisie ou devant les membres de différentes diasporas en France, à porter le projet précité du Réseau des étudiants acteurs de la paix et à nous faire connaître auprès de nombreux étudiants rhônalpins. Par ce travail, l'Ecole de la paix se fait connaître tout en apportant aux personnes formées de nouvelles façons d'agir au service du bien commun.

Participer à la mise en relation d'associations qui œuvrent pour la paix sur un même territoire

L'Ecole de la paix a poursuivi son travail d'accompagnement du Réseau France Colombie Solidarités. En 2012, ce Réseau ne comptait que trois membres. A la fin 2014, huit autres

associations l'ont rejoint. L'Ecole de la paix, via son chargé de mission, a réussi à fédérer des structures connues et reconnues autour de trois grandes focales : droits de l'homme, développement et culture de la paix. Dans un temps de restriction financière, ce travail d'intelligence commune est à saluer.

Capitaliser des connaissances sur la culture de la paix

Le chef de projet « Mali » a beaucoup avancé sur une grille d'analyse des conflits. Il a, pour ce faire, noué des partenariats avec de nombreuses associations de la société civile. Il a également « fait parler » la société civile malienne en France mais aussi les associations françaises travaillant au Mali plutôt que de « parler à leur place ». Ce travail sera prolongé en 2015 par un projet ambitieux d'éducation à la paix avec notre partenaire à Bamako, Cap DH. Je vous invite à consulter le site de Territoires de paix (<http://territoires.ecoledelapaix.org/>) qui met à votre disposition les réflexions en ce domaine.

Relever le défi des finances, encore et toujours

L'Ecole de la paix, comme toutes les autres associations, se trouve confrontée à la fin d'un modèle de développement, trop basé sur les subventions. En ce domaine, nous avons connu deux évolutions majeures en quelques années. La première réside dans la fin des subventions de fonctionnement. Le financement ne passe plus que par des subventions de projet. Si cette évolution n'est pas forcément négative en soi, elle gagnerait à être moins « précarisante » en étant pourvue d'objectifs triennaux et non annuels. La seconde évolution consiste dans une tendance à une diminution des subventions allouées par les pouvoirs publics.

Cette nouvelle donne nous oblige à penser à trois alternatives au moins. La première réside dans l'augmentation de nos ressources propres, via des ventes d'outils pédagogiques plus importantes. La seconde consiste à nous rapprocher d'opérateurs privés. Enfin, la troisième consiste à nous allier à des acteurs de terrain.

Dans un horizon plus lointain, il y a la réponse à des appels à projet plus conséquents mais il faut disposer et d'une trésorerie plus forte et de salariés plus rompus à cet exercice qui demande une ingénierie conséquente. Nous n'en avons jamais été aussi prêts. Continuons d'avancer en ce domaine !

Ce paragraphe constitue pour moi l'occasion de remercier tous ces partenaires qui nous apportent leur concours. Je dois à ce titre souligner que les entrepreneurs semblent de plus en plus attentifs à l'implication de leurs salariés dans des projets extra-professionnels tels que le

nôtre. A nous de les aider à relever ce défi qui n'est pas toujours simple « à vendre » et en interne et en externe (pour les sites de production qui dépendent d'une société « mère »). Nous commençons des actions originales en ce sens que nous vous rapporterons avec plus de précisions dans le rapport d'activités 2015 !

Insister sur la communication et la commercialisation

Nous ne pourrions commercialiser nos produits que si nous sommes connus. Nous ne serons connus que si nous en avons la volonté. L'Ecole de la paix doit engager un chantier visant à promouvoir son image, ses produits et son savoir via plusieurs pistes concrètes, que ce soit la rénovation de notre site internet, la régularité des lettres d'information, une participation plus conséquente sur les réseaux sociaux ou encore des vidéos plus fréquentes. L'association n'a pas les moyens d'une telle politique par le seul salariat. Comme toute structure de même taille, il faudra donc faire preuve d'imagination en recourant à des étudiants en communication ou à des bénévoles qualifiés afin de progresser dans ce domaine.

Saluer aussi bien l'action des militants fidèles que celle des nouveaux volontaires

Les Cafés de la paix se poursuivent à un rythme soutenu et je ne peux que vous inviter à aller débattre sur les sujets multiples qui vous sont proposés. Nous avons toujours une équipe qui s'occupe de réfléchir régulièrement sur les outils pédagogiques. Nous disposons également d'une petite « escouade » qui apporte des outils pédagogiques dans des endroits variés à la demande d'établissements scolaires. Deux militantes portent le concours « Messages de paix » depuis bientôt dix ans. Un adhérent se rend régulièrement au Congo-Brazzaville pour voir comment poursuivre le projet initié dans ce pays il y a dix ans maintenant tout en animant la commission Médiation.

Dans le même temps, l'Ecole de la paix se réjouit de l'arrivée de nouveaux contributeurs, que ce soit une personne, qui s'implique beaucoup au sein du collectif Villeneuve Debout/La Marche blanche, d'autres qui nous aident dans la réalisation des outils périscolaires ou d'autres qui participent à la traduction d'articles sur la Colombie sur le site Réseau France Colombie Solidarités que l'Ecole de la paix soutient.

Hommage à Jenaro Kintana

La page de garde de notre rapport d'activités provient d'une peinture de l'artiste colombien Jenaro Kintana. Nous avons eu la douleur de le perdre au début de l'année 2015. En hommage

au travail effectué en commun depuis des années à la promotion de la paix en Colombie, deux administrateurs de l'association ont décidé de rappeler la qualité de son œuvre, mettant ainsi en valeur la capacité de celle-ci à aborder des thèmes douloureux. Nous avons décidé de prolonger le travail engagé à ses côtés en promouvant ses œuvres et, par elles, la cause de la paix via un vecteur artistique parfois plus propre à sensibiliser aux affres d'un des conflits les plus longs du monde, qu'un argumentaire trop cérébral.

L'introduction de ce rapport d'activités nous pousse, légitimement, à l'indignation. Il faut aussi, comme nous le rappelait Stéphane Hessel, faire le pas de plus qui consiste à se mobiliser. Nous vous attendons dans nos locaux si vous souhaitez nous y aider.

Benoît Mollaret
Président

| |
|-----------------------------------|
| <p>AXE 1. EDUCATION A LA PAIX</p> |
|-----------------------------------|

Promouvoir le vivre-ensemble dans les écoles et les structures socioculturelles

Partie 1: *Projet « Prévenir les violences et agir pour la citoyenneté » sur les secteurs Teisseire, Mistral, Villeneuve et Village Olympique à Grenoble :*

Rappelons en préambule les grandes lignes du projet d'action déposé pour 2014 : « Poursuivre l'action de prévention de la délinquance à chaque grande étape du parcours scolaire de l'enfant pour qu'il puisse être capable de respecter les autres, les règles et les lois afin de devenir un citoyen responsable. »

Nos actions dans les écoles élémentaires

De nombreuses interventions ont eu lieu dans les écoles élémentaires des secteurs Teisseire, Mistral, Villeneuve et Village Olympique de Grenoble entre septembre et décembre 2014.

A l'aide des outils pédagogiques créés par l'école de la paix « Des lois pour vivre ensemble » et « Objectif paix », ce ne sont pas moins de 7 écoles qui ont bénéficié d'animations destinées aux classes de CM1 et CM2 (15 classes au total), en général en présence de leur enseignant. Ces outils leur permettent de comprendre l'importance et la nécessité de la mise en place de lois, que ce soit dans leur école, leur quartier, leur commune, ou dans le pays tout entier.

En CM1, nous utilisons « Des lois pour vivre ensemble » (cycle de 5h), et en CM2, c'est « Objectif paix » qui est privilégié (cycle de 4h).

Les différents apports, abordés de manière ludique et interactive, les amènent aussi à une réelle prise de conscience sur la notion de responsabilité : leur propre responsabilité, celle de leurs familles, de leurs voisins. Chacun à son niveau est concerné par le vivre-ensemble, et le non-respect des règles expose également à des sanctions, quel que soit l'âge de la personne, ou la nature des faits délictueux commis. Les enfants sont très étonnés, pour la plupart, d'apprendre que même les mineurs sont susceptibles d'encourir des sanctions, et que ce qu'ils peuvent percevoir comme une « petite » incivilité un « petit » vol, constituent des délits à part entière, dont les auteurs peuvent avoir à subir de fâcheuses conséquences. Les élèves découvrent la nécessité des règles et des lois pour vivre-ensemble, que ce soit à l'école, à la maison, dans l'immeuble, dans la rue... Une loi qui ne fait pas que contraindre mais qui protège.

Les CM2, qui ont pour la plupart bénéficié de séances similaires au cours de l'année scolaire précédente, sont amenés lors de notre première intervention à se remémorer les apprentissages précédents. Il est à noter que ces notions sont en général bien mémorisées, et que les enfants, même si tout n'est pas intégré, en ont retenu l'essentiel, et ont pu, espérons-le, le mettre en pratique dans leur vie quotidienne.

Les interventions en fin de cycle de représentants de la loi, policier, (CM1) pompier (CM2) ou juge (CM1), sont très appréciées et attendues par les élèves, et confortent les thèmes évoqués par les formatrices de l'Ecole de la paix, les enseignants. Le côté « solennel » de ces interventions frappe les enfants, et a certainement un grand impact sur ces temps de sensibilisation, si importants alors qu'ils sont exposés à la violence, dans leur quartier et par le biais des médias.

La présence des enseignants lors de nos séances permet une continuité éducative, une reprise des thématiques abordées. Des fiches d'exercices ludiques sont distribuées à la fin de chaque séance, et sont en général bien exploitées par les professeurs des écoles d'une semaine à l'autre.

En 2014, nous sommes intervenus dans les écoles suivantes : Les Trembles, Christophe Turc, Anatole France, Jean Racine, Le Verderet, Les Buttes, La Fontaine.

Nombre d'élèves touchés : plus de 350.

A noter que cette année encore Karima Bouguetaïa a assuré la formation dans toutes ces écoles, tout en initiant Sylvie Couval au cours des interventions dans 2 écoles.

Poursuite de nos actions dans les collèges

Grâce à un financement de Grenoble Habitat en 2013, l'exposition « Le sentier de la guerre ou comment l'éviter » avait pu être proposée à 7 des 10 collèges publics grenoblois. En 2014, deux autres collèges ont pu en bénéficier : Olympique, Lucie Aubrac.

Cette exposition permet aux collégiens (classes de 6^e et 5^e plus particulièrement) de prendre conscience de ce que désignent les termes : préjugés, bouc-émissaire, rumeur, discriminations... de manière ludique et participative, et de terminer par un parcours les sensibilisant aux actions à envisager pour faciliter le respect, le vivre-ensemble, la tolérance.

Cette exposition est accompagnée d'une formation à l'utilisation (2h) pour les enseignants qui vont travailler avec leurs élèves sur celle-ci.

Il est à noter également que le collège Vercors a bénéficié d'interventions avec l'outil « Objectif Paix ».

Nombre de collégiens touchés : plus de 100.

Actions menées dans les structures socio-culturelles

La volonté et l'objectif de l'Ecole de la paix de sensibiliser les jeunes sur tout leur parcours scolaire mais aussi dans tous les lieux d'accueil nous a amenés à proposer des ateliers de théâtre-forum aux structures socioculturelles, autour d'une réponse non-violente à une situation de violence, sur des faits réels choisis par des jeunes au cours d'ateliers de 4 demi-journées animés par la compagnie IMP'Acte. Le travail de chaque atelier est valorisé en fin de cycle à l'aide de saynètes interprétées par les jeunes devant les parents et autres jeunes de la structure.

Pour interpeller les adultes sur les mêmes thèmes, deux spectacles de théâtre-forum interprétés par les acteurs de la compagnie IMP'Acte ont été proposés gratuitement aux habitants de Mistral et de VN Géants. Notons la bonne participation des habitants de Mistral.

Nombre de personnes touchées : 105

Une évaluation a été réalisée dans chaque école avec les enseignants concernés, et dans les deux structures socioculturelles avec la compagnie et les animateurs de la structure.

Que ce soit en milieu scolaire ou à travers les structures socioculturelles, nous constatons, comme tous, la difficulté de toucher tous les parents. Nous avons pu rejoindre, sur proposition de la maison de l'enfance Prémol, un groupe de professionnels des quartiers Village Olympique et Villeneuve, qui réfléchissent sur les questions de parentalité, et souhaitent engager des actions pour sensibiliser les pères dans un premier temps. Deux bénévoles de l'Ecole de la Paix, l'une pédiatre et l'autre psychanalyste, participent à ce travail pour améliorer et développer l'action engagée.

L'Ecole de la Paix a perçu en 2014 des subventions presque identiques à celles de 2013, bien que deux quartiers supplémentaires soient ajoutés à notre champ d'action ; ceci ne nous a pas permis de toucher l'ensemble des collèves et des structures socioculturelles. Nous poursuivons notre recherche de financements, afin de mener à bien notre action auprès des jeunes.

Partie 2: Animations de l'École de la paix pendant les temps scolaires ou périscolaires

Animations dans les écoles élémentaires pendant les temps scolaires

Deux classes de l'école Jules Ferry à Voiron ont pu bénéficier de formations avec l'outil « Des lois pour vivre ensemble », animées par K.Bouguetaïa, financées par le bailleur PLURALIS avec une co-animation d'une heure sur cinq avec la Police Nationale (47 élèves).

L'école Les Ruires à Eybens a également utilisé cet outil.

Les deux écoles de Montbonnot, Le Bourg et Tartaix, ont choisi des animations avec « Objectif Paix ».

Trois classes de l'école Malherbe (58 élèves), les maisons de l'enfance Teisseire-Malherbe et Prémol, la Cordée à la Villeneuve ont bénéficié de l'outil « Mallette cacao », grâce à un financement de la fondation Simply Market.

Nombre d'enfants touchés : environ 150.

Interventions de Liliane Denjean et de Catherine Rouhier sur le thème de l'Europe (« Rêve d'Europe »), avec des classes vertes de CM1-CM2 à St Julien-en-Vercors.

Animations dans les écoles élémentaires pendant les temps périscolaires

Dans le cadre de l'aménagement des nouveaux rythmes scolaires, nous avons été sollicités par plusieurs communes.

La ville de Crolles a commencé cette mise en place dès la rentrée 2013, alors que les autres communes ne l'ont fait qu'en septembre 2014.

Cette mise en place a donné lieu à l'embauche de quelques animateurs supplémentaires, et à la tenue de réunions mensuelles, nous permettant d'échanger sur nos pratiques.

Certains constats ont pu être faits par tous les animateurs ; si les thèmes abordés intéressent en général les enfants, les modalités de fonctionnement sont parfois à améliorer : les enfants (ou leurs parents) ne sont pas toujours informés du contenu des séances, ce qui en amène certains à être parfois un peu réfractaires. Ils ont à s'interroger sur le vivre ensemble (certes, de manière ludique), alors qu'ils espéraient jouer au foot ! Les locaux, le matériel ne sont pas toujours adaptés non plus. Toutefois, nous constatons une vraie volonté des communes de faciliter cette activité, une écoute de nos besoins et remarques.

Comme toute nouvelle organisation, celle-ci nécessite une période d'adaptation, des aménagements, que nous espérons fructueux, puisque, malgré ses imperfections, ce temps

périscolaire permet de sensibiliser un grand nombre d'enfants aux thèmes chers à l'Ecole de la paix.

Pascale a démarré un important travail de préparation de séquences d'animation, autour de plusieurs thématiques, en regroupant, triant, les ressources déjà existantes, et en créant d'autres outils pédagogiques adaptés à ce type d'intervention.

En fonction des demandes des communes, nous adaptons nos actions et les outils utilisés ; le thème le plus demandé est celui de l'éveil à la citoyenneté, du vivre-ensemble. Nous intervenons depuis le CP jusqu'en CM2.

Nombre d'heures d'interventions : Crolles : 98h ; Meylan : 28h ; La Buisse : 18h ; Voiron : 9h ; Herbeys : 12h.

Nombre d'enfants touchés : environ 300 enfants.

Animations dans les collèges

Grenoble : le collège Les Saules a bénéficié d'animations par Karima Bouguetaïa en classes de 6e avec l'outil « Objectif paix », financées par le Conseil Général.

Bastia : interventions de Karima Bouguetaïa au collège Montésoro, une semaine en mars auprès des jeunes, formation à l'aide de l'outil « Objectif Paix », puis 3 jours en mai pour mettre en place une formation en direction des adultes sur la communication non-violente.

Nombre de jeunes touchés : environ 300.

Partie 3: *Ventes et locations d'outils pédagogiques*

Exposition « Le Sentier de la guerre ou comment l'éviter »

L'exposition, outre les collèges grenoblois cités ci-dessus, a été louée par 4 collèges : le collège E. Malfroy à Grigny, le collège Pré-Bénit à Bourgoin-Jallieu, le collège J. Ferrat à Salaise, et le collège F. Mistral à St Maurice l'Exil.

Ces deux dernières locations, demandées par la communauté de communes du Roussillonnais, ont été accompagnées de 8h de formation sur site à destination d'enseignants, d'animateurs, de parents et d'élus.

Un réel partenariat se met en place avec cette communauté de communes, qui s'est manifestée suite à ces expositions, et avec qui il est envisagé de mettre en place d'autres actions, en direction des écoles élémentaires ou autres.

Exposition « Objectif Paix »

Trois écoles ou associations ont loué l'exposition : l'école Jacques Prévert à Moirans, les Francas de Pau, les Scouts et Guides de France à Voiron.

Trois mallettes de l'exposition ont été vendues : Commune de Vif (accompagnée de 2h de formation) ; Comité pour la prévention de la délinquance à Manosque (accompagnée de 2h de formation) ; Collège Jeanne d'Arc à Gex (parcours 3).

Autres ventes

Nous avons procédé à quatre ventes de l'outil « Apprenons à vivre ensemble » : Ecole maternelle de Mizoen ; Centre Social de Beaurepaire ; La Salle à Paris ; Librairie Les modernes à Grenoble. Nous avons vendu quatre fois l'outil « La violence ne passera pas par moi » : écoles élémentaires de Fitolieu (école Germinal) ; de Charnècles ; de Chirens (école du Bourg), et Centre Social de Beaurepaire.

Partie 4: *Accompagner la parentalité pour améliorer la scolarité d'enfants roms et, ainsi, favoriser leur inclusion.*

Historique du projet et rappel du cadre d'intervention

En 2013, l'Ecole de la paix a constaté les difficultés rencontrées sur le terrain en matière de vivre ensemble à l'école pour un certain nombre d'enfants roms de l'agglomération grenobloise. L'Ecole de la paix a alors proposé un projet au CCAS de Grenoble qui a été accepté en 2014 et qui a permis le recrutement, depuis mi-septembre 2014, d'une chargée de mission.

L'objectif général est d'améliorer l'insertion et la scolarité des élèves roms dans les écoles. La scolarité est considérée dans son aspect global, au niveau scolaire proprement dit mais aussi dans ce qui se joue à travers elle car nous la voyons comme un puissant vecteur de vivre ensemble.

Nous avons trois grands objectifs spécifiques : impliquer les parents Roms dans la scolarité de leurs enfants ; accompagner les élèves dans les écoles et leur scolarité et leur permettre, ainsi, de « réinvestir l'école » ; accompagner les professeurs dans leurs difficultés éventuelles à travailler avec un public qu'ils connaissent peu.

Les actions mises en place

Dans un premier temps la chargée de mission rom à l'Ecole de la paix a rencontré les deux familles dont elle a « la charge » afin de faire connaissance avec tous ses membres, pour que celles-ci comprennent son rôle. Au fil des rencontres un climat de confiance s'est instauré qui a permis de travailler ensemble afin d'améliorer la scolarisation de leurs enfants.

- **Scolarisation des enfants de 3 à 6 ans**

Plusieurs actions ont été réalisées auprès des familles pour l'inscription des enfants de 3 à 6 ans :

- Discussion régulière autour de l'importance de l'école
- Aide pour inscrire 3 enfants en école maternelle
- Aide pour les inscriptions à la cantine
- Aide pour l'obtention de l'assurance scolaire
- Accompagnement à l'école pour les rentrées scolaires
- Rencontre avec le directeur de l'école et les institutrices



- **Scolarisation des enfants en école primaire**

Lors de la prise de poste de la chargée de mission mi-septembre 2014, les quatre enfants des familles accompagnées avaient été scolarisés -. Un certain nombre de démarches en lien avec l'école ont pu être faites :

- Aide pour l'obtention du tarif solidaire TAG
- Prise de rendez-vous médicaux suite à des alertes d'infirmière scolaire
- Médiation et discussion pour éviter les absences
- Lecture et explication régulière des carnets de correspondance
- Accompagnement dans les écoles pour les rendez-vous avec les professeurs (bilan et visites). Mise en lien professeurs/parents.
- Suivi de leur carte AME, accompagnement à la CPAM

- **Scolarisation des enfants au collège et lycée**

- Explication du système scolaire français
- Rencontre et visite au collège Lucie Aubrac
- Rencontre au collège Europole, suivi de scolarité
- Aide aux devoirs
- Accompagnement à la bibliothèque
- Plusieurs rencontres au lycée Mounier avec la principale-adjointe, le CPE ainsi que les deux professeurs en UPE2A

Bilan

Le personnel des écoles est généralement très en demande de personnes parlant le roumain qui puissent faire dans un premier temps de la médiation entre la famille et l'école. Les parents accompagnés parlant très peu le français, la communication entre l'école et les parents était difficile.

Le fait d'être en lien avec une personne connaissant les familles et leur langue a permis aux écoles de pouvoir travailler avec les parents sur la scolarisation de leurs enfants. Il est également important que les écoles connaissent les réalités de vie des familles roms et comprennent ainsi leur mode de vie. Des enseignantes sont même venues plusieurs fois sur le terrain à la rencontre des familles.



Enfants du campement d'Esmonin

Les difficultés

Tout d'abord un certain nombre de parents n'ont pas été scolarisés ou très peu, et ne comprennent pas bien les enjeux de la scolarisation pour leurs enfants. Ce travail de compréhension des enjeux de la scolarisation ne produira ses effets que dans la durée.

Leur rythme de vie est bien différent du nôtre, ils vivent très tard la nuit, et la promiscuité dans les tentes ne facilite pas le sommeil des enfants. Se lever tôt régulièrement le matin est parfois difficile pour les enfants, plusieurs instituteurs disent que souvent certains enfants s'endorment en classe.

Les familles roms vivent un peu au jour le jour, et quand survient un événement familial : fête, anniversaire, visite de la famille, hospitalisation d'un d'entre eux, l'école passe au second plan... mais avec le temps cela change dans certaines familles.

Il y a aussi des obstacles matériels : pas de machine à laver, ni d'endroit protégé pour faire sécher le linge : quand il n'y a pas de linge sec le matin, les enfants ne vont pas à l'école.

Partie 5: *Autres développements remarquables*

Concours « Messages de paix »

Cette année et pour la 7^{ème} édition, le concours « Messages de paix », en partenariat avec la Semitag, s'est déroulé du 21 septembre (journée mondiale de la paix) au 5 octobre. Nicole Genthon et Agnès Prévost, bénévoles à l'EDP, en assurent toute la gestion.

Il s'agit, pour les élèves de CM2 et de collèges des communes desservies par le réseau de la Semitag, d'écrire de courts messages, 5 lignes maximum, sur le thème de la Paix.

En 2014, 4 classes de collège et 4 classes de CM2, soit plus de 200 élèves, ont participé à ce concours et ont travaillé, accompagnés de leurs enseignants, sur le thème de la paix et du mieux vivre ensemble. A noter que cette année, l'action a été reliée à l'anniversaire de « la marche blanche » organisée en mémoire des jeunes assassinés.

La remise des prix s'est déroulée le mardi 4 novembre dans les locaux de la Semitag en présence de Benoit Mollaret, président de l'école de la Paix, de Madame Magnien, représentante de l'éducation nationale, de Monsieur Alain Aïchoun, responsable sureté à la Semitag, de Madame Laurence Barray du service contrôle prévention sécurité de la Semitag, de Madame Aurélie Nomkam, représentant l'association « la marche blanche » et des membres de l'Ecole de la paix.

8 élèves, accompagnés de leurs parents et de leurs enseignants, ont été primés. Leurs textes ont été affichés dans les stations du tram pour une durée de 15 jours.

Participation à la Semaine de la Solidarité Internationale à Meylan

Jessica Alborghetti et Sylvie Couval ont présenté l'Ecole de la paix le 18 novembre, plus particulièrement l'outil « Objectif paix », et son utilisation dans le cadre des ateliers périscolaires.

Participation aux réunions du collectif « Coordination pour la non-violence à l'école »

Sylvie Couval participe depuis novembre à toutes ces réunions, plus particulièrement celles mises en place par le pôle formation ; un projet est en cours, concernant la mise en place de modules de formation dans les ESPE à la rentrée 2015, autour du vivre ensemble et de l'éducation à la non-violence.

Construction d'outils pédagogiques

Poursuite du travail de réflexion et de construction de l'outil pédagogique « Les droits de l'enfant ». Cet outil sera disponible au printemps 2015, et pourra être proposé à la vente, plus particulièrement dans les structures socio culturelles, mais également dans les écoles.

Poursuite de l'élaboration de l'outil autour de la guerre 14-18 : « De la guerre à la paix. De 14-18 à nos jours. Du conflit au Vivre-Ensemble. » Des thèmes, des exercices, des documents, un site pour favoriser la réflexion des enfants et des jeunes, leurs questionnements, les changements de point de vue.

Contacts avec les médias

Jessica Alborghetti, animatrice en périscolaire à Meylan, a fait intervenir une journaliste du Dauphiné Libéré lors d'un de ses ateliers, ce qui a donné lieu à un article sur ce journal.

Jessica et Sylvie Couval ont participé à l'émission « La télé au placard » sur Radio-Grésivaudan le 1^{er} décembre.

Un article a été envoyé à la coordination pour la non-violence à l'école (Sylvie Couval) et a été publié en février 2015.

Renouvellement de l'équipe

Deux animatrices, Marie-Stéphane Gryson et Karima Bouguetaïa, ont quitté l'Ecole de la paix fin 2014. Le pôle éducation a donc vu son équipe entièrement renouvelée. Deux nouvelles personnes ont été embauchées à temps partiel, comme chargées de mission éducation : Sylvie Couval en août, et Pascale Dardare en novembre.

Trois autres personnes sont venues renforcer l'équipe : Jessica Alborghetti pour le périscolaire à Meylan, Sylvie Arrighi pour le périscolaire à La Buisse, et Thomas Anoto, bénévole, notamment sur l'aspect communication.

AXE 2. « RESEAU UNESCO – ÉCOLE DE LA PAIX ». FORMATION DES CADRES DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Le Réseau UNESCO – École de la Paix a été constitué en 1999 en vue de rassembler au sein d'un même partenariat des universités en France et en Europe. Le but est de développer des modules de formation spécifique sur quelques axes thématiques du projet de l'UNESCO :

- socialisation à la citoyenneté démocratique ;
- régulation pacifique des conflits ;
- promotion d'une culture du « vivre ensemble » dans le monde.

Il s'agit ensuite d'articuler ces thèmes avec les opérations de recherche et d'action de terrain initiées dans ces domaines par l'École de la Paix.

1.1 Actions de formation engagées en 2014- 2015 en France

En 2014, les actions au sein de ce réseau se sont principalement centrées sur la création et la ré-édition de modules de formation annuels au sein d'universités françaises : Institut des Droits de l'Homme à Lyon, Université Pierre Mendès France à Grenoble et Institut d'Études Politiques de Grenoble.

Du côté des créations, une formation intitulée « Scénographies de la démocratie » a porté sur l'analyse et la simulation de campagnes électorales en trois temps. Cette formation, développée par Patrick Lecomte, était destinée aux étudiants du Master « Communication politique et institutionnelle » de l'Institut d'Études Politiques de Grenoble.

L'année universitaire 2014-2015 a aussi été l'occasion de poursuivre les activités de formation engagées les années précédentes. Ainsi, Patrick Lecomte et Clara Egger ont animé, à deux voix, un module de cinq séances de trois heures à l'Université Pierre Mendès-France de Grenoble pour les étudiants de Master 2 Professionnel et Recherche « Sécurité internationale et défense » (Présentiel et enseignement à distance). Il avait pour titre « Analyse géopolitique de conflits et sorties de conflit ».

Cette année a aussi été riche en conférences pour les deux animateurs du réseau UNESCO. Deux conférences « approches de la culture de la paix » ont été proposées par Matthieu Damian et Patrick Lecomte à l'Institut des Droits de l'Homme, de l'Université Catholique de Lyon. En 2015, Patrick Lecomte et Clara Egger ont animé plusieurs conférences auprès de publics variés : au congrès annuel de l'Ordre des Experts internationaux, au Rotary Club Chartreuse Belledonne ou encore à l'Alliance Française pour Patrick Lecomte ; au Lycée

International de Grenoble, auprès des Amis du Monde Diplomatique et des équipes enseignantes du centre de formation des apprentis pour Clara Egger. Ces conférences ont visé à diffuser la culture de la paix dans le contexte particulièrement dramatique des attentats de janvier 2015.

1.2 Actions de formation en 2014-2015 au Maghreb et en Tunisie

La seconde série d'actions concerne des opérations destinées à nos partenaires étrangers des conférences-débats, des colloques et des projets scientifiques en partenariat avec des universités, des associations, des ONG et des collectivités territoriales.

Du 25 au 29 mars 2015, Patrick Lecomte et Clara Egger ont réalisé la cinquième mission annuelle consécutive de formation auprès des acteurs de la société civile de Sfax réalisée dans le cadre de la coopération décentralisée Grenoble/Sfax en étroite collaboration avec l'association sfaxienne Continuité pour les Générations et son réseau de partenaires associatifs locaux. Cette année a été l'occasion d'un engagement renouvelé et accru sous la forme d'une série d'ateliers ouverts aux cadres et aux militants associatifs sfaxiens.

Ces ateliers, en 2015, prolongent et approfondissent les acquis des quatre premiers ateliers de ce type (2011 ; 2012 ; 2013 ; 2014). Leur dispositif d'ensemble vise à renforcer les capacités de la société civile en aidant les nouveaux acteurs associatifs tunisiens à penser et à jouer leur rôle de citoyens dans la vie locale, dans un contexte appelant leur mobilisation et leur participation.

En 2015, ces ateliers ont été au nombre de trois, deux d'entre eux ayant représenté des investissements d'un type nouveau, correspondant à une demande de nos partenaires locaux : en effet, outre un atelier de formation à la citoyenneté « Vivre et agir ensemble », nous avons proposé à de jeunes acteurs du secteur privé, désireux de s'investir dans le domaine du développement durable, un atelier spécifique pour les préparer à prendre en compte les dimensions et implications sociétales de leur projet d'entreprise « Entreprendre pour un monde durable » ; de même, nous avons proposé à nos partenaires d'expérimenter ensemble un « Atelier d'expression créative sur la culture de la paix : ensemble imaginons la paix », conçu pour mettre la touche finale au premier « Festival de la culture de la paix et du développement de Sfax » co-préparé avec nos partenaires locaux au cours de l'année 2014.

Chacun de ces ateliers a rassemblé une petite vingtaine de participants (jeunes et moins jeunes, en cours d'études ou déjà en responsabilité professionnelle) et ont été le lieu d'une véritable dynamique de groupe.

Nous avons également, au cours de cette mission et pour la première fois, partagé avec nos hôtes la projection d'un film relatif à l'un des grands conflits en cours dans le monde, *Les cerfs-volants de Kaboul* de Marc Foster, qui a donné lieu ensuite à un débat animé par Clara Egger et le directeur du ciné-club de Sfax qui nous a accueillis pour cette projection au Théâtre Municipal de Sfax.

En outre, Patrick Lecomte s'est rendu à Sousse du 7 au 9 mai 2015 dans le cadre des programmes de formation de l'Ordre de Experts Internationaux. Il y a assuré deux jours de formation sur le thème « géopolitique des conflits ».

1.3 Innovations et perspectives 2014-2015

Un projet ambitieux et innovant de création d'un Réseau des acteurs de la paix via le dispositif des Bourses Explorasup a été lancé en 2015. Il consiste à proposer des « bourses de la paix » à des étudiants rhônalpins qui s'en iront, dans le cadre de leurs études, accomplir un stage lié à la culture de la paix dans plusieurs pays à l'international. La première édition de ce projet pilote a été l'occasion de mobiliser plusieurs partenaires de l'École de la paix à l'international en Grande-Bretagne (Democratic Progress Institute, Londres), en Belgique (Université de la Paix, Namur), en Suisse (Graines de Paix, Genève), en Espagne (Fondation Nova, Madrid et Escuela de la Cultura de la Pao, Barcelone) mais aussi en Hongrie (Fondation Artemisszio, Budapest) et au Canada (Chaire Raoul Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, UQAM, Montréal).

Ce projet, courant sur toute l'année 2015, devrait concerner près d'une dizaine d'étudiants.

En 2015, **deux grands axes d'actions** sont mobilisés pour le Réseau UNESCO-Ecole de la Paix :

- Renforcement / Développement de nos actions de formation à la culture de la paix dans les Universités via :

- Recherche de nouveaux partenaires universitaires
- Extension du module de formation à l'analyse des conflits du M2 de Grenoble 2 « Sécurité et Défense » (en 2013-2014)
- Préparation d'un nouveau module de formation à la gestion des conflits et à la médiation au sein de l'Institut des Droits de l'Homme de l'Université Catholique de Lyon (pour 2014-2015)
- Renforcement d'un « Réseau d'acteurs de paix » à travers le dispositif de bourses Explora'Sup de la Région Rhône-Alpes.

- Développement de nos actions de formation à la citoyenneté et de renforcement des capacités de la société civile au Maghreb via :

- En Tunisie, dans le cadre de la coopération décentralisée Grenoble-Sfax, préparation d'un nouveau module de formation à destination des femmes tunisiennes en partenariat avec l'Association Continuité des Générations (ACG)

- En partenariat avec l'Ordre des Experts Internationaux, préparation de deux nouvelles missions de formation à la « Géopolitique des Conflits » pour les experts algériens (à Alger, en octobre 2015)

AXE 3. ACCOMPAGNER DES ASSOCIATIONS DANS DIFFERENTS ENDROITS DU MONDE DANS LEUR PROJET D'EDUCATION A LA PAIX

Partie 1. Poursuite du travail de recherches au Mali et développement d'un projet d'éducation à la paix avec notre partenaire à Bamako

L'année II du projet « Conseil Consultatif de Prévention des Crises – Mali » s'est achevée sur des réalisations concrètes attestées par une audience du projet en croissance ainsi que par la manifestation d'attentes encourageantes de la part des partenaires de l'Ecole de la paix.

Soutenu par la Direction de l'Europe, des Relations Internationales et de la Coopération de la Région Rhône-Alpes, mais également par la Direction des Relations Internationales de la Ville de Grenoble, ce projet a mobilisé, très fortement, l'ensemble des équipes de l'Ecole de la paix en 2014.



Dans le but de développer une approche méthodologique concernant l'analyse des facteurs de tension au Mali et de construire une analyse régulière en consultation avec ses partenaires, l'Ecole de la paix a mobilisé sa composante recherche (grille d'analyse des crises), son équipe médiation (groupes de parole et organisation d'échanges) ainsi que son expérience dans le domaine de l'éducation à la culture de la paix.

En s'appuyant sur des partenariats solidifiés avec les organisations de résidents maliens en France, avec des spécialistes du Mali mais aussi et surtout avec des acteurs de la société civile du Mali, l'Ecole de la paix est parvenue à tisser des liens solides lui permettant de proposer une lecture plus fine de l'évolution politique, sociale et sécuritaire de ce

pays.

1.1 Principaux axes de travail

En menant en parallèle les travaux de recherche/diffusion et les activités d'animation et de réflexion sur les facteurs de tension au Mali, l'Ecole de la paix a voulu, en 2014, tester continuellement les bases de sa réflexion auprès de ses partenaires pour développer, ensemble, une analyse sur les outils de la prévention des crises au Mali.

Grille d'analyse des crises : cet outil permet d'analyser les crises qu'a connues le Mali par le passé et de suivre, méthodiquement, l'évolution du processus de paix malien.

Analyse consultative et groupes de réflexion : en travaillant en continu avec ses partenaires au Mali mais aussi avec les organisations maliennes de Rhône-Alpes, l'Ecole de la paix s'efforce de mieux comprendre les réalités du terrain pour parfaire l'information produite.

Ikakene ou l'approche terrain : réalisant les limitations de la grille d'analyse, l'équipe de l'Ecole de la paix a tenté de mieux mettre en avant les facteurs de tension ressentis par les citoyens maliens au quotidien.

Rapporter et témoigner : l'Ecole de la paix a placé au cœur de son travail le souci de l'information et du partage de la réflexion grâce au site territoires.ecoledelapaix.org.

1.2 Comprendre pour mieux agir : une grille d'analyse

Partant d'un étonnement interne concernant l'impression de non-prévision du déclenchement de la crise malienne de 2012 (invasion du Nord Mali, coup d'état et occupation), l'Ecole de la paix est partie de l'idée de mobiliser l'analyse des acteurs de la société civile pour tenter de comprendre les racines de cette crise à la fois sécuritaire et politique.

➤ *Comprendre pour construire un modèle d'analyse prédictive*

L'Ecole de la paix s'est alors tournée vers le suivi des indicateurs disponibles sur les pays de la sous-région et sur le Mali en particulier. Indice de gouvernance, liberté de la presse, sondages d'opinion, indice de corruption, indicateurs de richesse et autres ont été passés en revue. Cependant, la plupart de ces indices ne sont actualisés que sur une base pluriannuelle. Par ailleurs, à la faveur d'un contexte de crise, la plupart sont tout à la fois inopérants et non-actualisés.

Sur la base d'une étude produite par le GRIP (*Groupement de Recherche et d'Information sur la Paix et la Sécurité*), complétée par les lectures et les questionnements de l'Ecole de la paix, une grille d'indicateurs de tension a été mise au point.

Elle s'axe sur cinq domaines allant de l'économie à la capacité de protéger en passant par les relations sociales. Cette grille repose sur une lecture complète des cycles de crises en proposant de faire apparaître les facteurs structurels des tensions, les facteurs aggravants et enfin les éléments déclencheurs de crises. Ainsi, ces derniers ne peuvent plus être affichés

comme les seuls vecteurs explicatifs comme c'est bien souvent le cas, au détriment d'une vision plus approfondie des déstabilisations que connaissent les sociétés humaines.

➤ *Tester et affiner continuellement*

Cette grille d'analyse, construite à partir des lectures détachées du terrain devait être confrontée aux regards des premiers concernés, à savoir les ressortissants maliens. La grille a donc fait l'objet d'ateliers de discussion, organisés par l'Ecole de la paix à Grenoble.

Janvier 2014 : présentation initiale et générale de la grille (conférence d'Issa N'Diaye, Grenoble)

Février 2014 : présentation de la grille sur les fragilités de l'économie malienne (Semaine de la culture africaine de Grenoble)

Avril 2014 : présentation de la grille sur les tensions intercommunautaires (Ecole de la paix)

Juin 2014 : analyse des événements de Kidal sur le processus de paix pour saisir l'impact sur l'ensemble des populations du Mali (Ecole de la paix)

Juillet 2014 : présentation et discussion de la grille d'analyse avec Capdh, partenaire malien de l'Ecole de la paix.

Novembre 2014 : conduite d'entretiens à Bamako pour mieux comprendre l'évolution du processus de paix malien

Décembre 2014 : test de la partie environnementale de la grille d'analyse.

1.3 Groupes de parole

Depuis le début du projet en 2012, il est apparu comme un élément crucial du fonctionnement de l'Ecole de la paix d'entrer en dialogue avec les ressortissants du Mali. Cette découverte humaine du Mali a permis de multiplier les occasions de rencontres que l'Ecole de la paix valorise et partage.

L'année a été ouverte par une conférence autour de M. Issa N'Diaye, professeur à l'Université de Bamako, militant politique et ancien ministre du gouvernement au retour de la démocratie en 1992. A cette occasion, l'Ecole de la paix a pu prendre contact et nouer un lien avec les ressortissants maliens de l'Isère et débiter une collaboration avec d'autres groupes, comme le Collectif des Maliens de Rhône-Alpes et certaines organisations actives au Mali comme Reporters Solidaires.

Au cours de l'année, ces occasions ont permis de se rencontrer et d'échanger sur des thématiques ou des faits marquants du processus de réconciliation. Ateliers thématiques, conférences et groupes de travail ont été organisés par l'Ecole de la paix.

Ces contacts ont permis d'accélérer le travail de l'Ecole de la paix et d'enrichir, tant humainement que sur le plan de la compréhension des enjeux, la connaissance de son équipe. C'est grâce à ces liens que l'Ecole de la paix a pu mener avec succès la mission de terrain 2014.

➤ ***Echanger***

L'Ecole de la paix a organisé 4 groupes de travail thématiques pour élaborer la grille d'analyse, et deux conférences-débats.

➤ ***Informer***

Le site Territoires de paix permet de diffuser l'ensemble des articles et comptes-rendus de l'Ecole de la paix concernant ses activités au Mali. Une dizaine d'articles devraient être disponibles pour l'année 2014.

➤ ***Structurer l'information***

En 2014, l'Ecole de la paix s'était fixé comme objectif de parvenir à produire une information collaborative et consultative sur l'actualité malienne. Une revue de presse hebdomadaire a été réalisée pendant une période test de 6 semaines. Avec pour objectif d'être proposé comme base de discussion aux partenaires de l'Ecole de la paix, ce format, très consommateur de temps, a été laissé de côté. Une nouvelle version mensuelle sera mise en œuvre fin 2015 sous la forme de rencontres mensuelles d'échanges et de débats auxquelles participeront les partenaires maliens à distance. Des conventions de partenariat en ce sens sont en cours de discussion avec Capdh et le CMRA.

➤ ***Restituer et promouvoir la solidarité internationale***

L'Ecole de la paix est intervenue sur plusieurs chaînes de radio, en France et au Mali, pour parler de solidarité internationale en 2014.

1.4 *Ikakene* : prendre la mesure des aspirations sur le terrain

Ikakene, c'est l'effort de déclinaison des indicateurs de fragilité à l'échelon des habitants et du territoire du Mali. Les groupes de travail ont permis de faire apparaître que si l'analyse de l'Ecole de la paix n'était pas erronée, sa grille ne pouvait prendre en compte les difficultés du quotidien ressenties par les citoyens du Mali. Il fallait donc penser autrement.

La grille d'analyse, présentée plus haut dans ce document, permet de saisir l'impact des événements sur la fragilité globale de l'état malien et d'en comprendre ainsi les incidences et le potentiel de renforcement/déstabilisation.

Le projet est né de la volonté de trouver une méthode pour consulter les populations directement en leur demandant d'énoncer leurs propres critères de stabilité, de bien-être.

Quand Ikakene s'est greffé à Spiral

Depuis plusieurs années, l'Ecole de la paix participe et s'est formée à la mise en œuvre d'une méthode développée par le Conseil de l'Europe : Spiral (Societal Progress Indicators for the Responsibility of All). Technique d'animation de groupe, SPIRAL permet de travailler la coresponsabilité du bien-être par un cheminement simple, déclinable à différentes échelles.

Cette méthode, testée lors de la mission Mali 2014, a reçu un intérêt vif de la part des partenaires locaux de l'Ecole de la paix et devrait être mise en œuvre de manière cohérente sur des territoires test en 2015 grâce à l'appui technique du réseau Together, qui alimente les praticiens SPIRAL.

1.5 La mission Bamako 2014

➤ *Formation de formateurs autour de l'outil Objectif Paix Mali*

En lien avec Capdh et avec la participation du Ministère de l'Education Nationale du Mali, l'Ecole de la paix a organisé la première formation de formateurs autour de son outil-phare – Objectif Paix - ainsi qu'un premier test sur le terrain de l'école de Siracoro dans le sud de Bamako.

19 pédagogues formés à Objectif Paix

500 élèves de 7 à 12 ans sensibilisés aux valeurs de la culture de la paix

A l'issue de la formation et du test, un prolongement de l'expérience est à penser pour intégrer Objectif Paix Mali au programme de formation des enseignants du Mali.

➤ *Entretiens avec les acteurs du dialogue et du processus de paix malien*

Ce déplacement sur le terrain a permis à l'Ecole de la paix de poursuivre son travail d'entretiens avec des acteurs de la société civile, des responsables gouvernementaux, des défenseurs des droits de l'Homme ainsi que des responsables de la rébellion dans le but de collecter les paroles sur l'évolution de la situation au Mali.

➤ *Cohésion sociale : conférence et test de terrain*

Dans le cadre des activités conduites avec Capdh, une conférence sur le thème de la culture de la paix a été organisée. Celle-ci a permis de discuter de la notion de cohésion sociale en présence de représentants de l'Ecole de Maintien de la Paix, de la MINUSMA, de professeurs de l'université de Bamako ainsi que de nombreuses organisations de la société civile.

Partie 2 : L'école de la paix consolide et diversifie ses actions pour la paix en Colombie

Contexte pays

Les négociations de paix entre la guérilla des FARC et le gouvernement, initiées fin 2012, se poursuivent à La Havane, Cuba. Si aujourd'hui, la perspective d'un accord politique se dessine fortement dans ce pays connaissant l'un des conflits internes les plus anciens au monde, le processus reste fragile.

Au mois de mai, le président Juan Manuel Santos a été élu pour un second mandat, d'une courte tête, face à un opposant issu des rangs uribistes, courant issu de l'ex-président Alvaro Uribe (2002-2010), partisan de la manière forte et principal opposant aux négociations de paix.

Malgré tout, le choix des Colombiens a été celui de la poursuite du dialogue. Ce dernier tarde à leur donner des fruits, certes, mais reste la seule manière pour ce pays de tourner la page de la violence endémique qui s'est développée des décennies durant. Même si un accord de paix est signé et aussi historique que sera ce moment, chacun est toutefois de plus en plus conscient que les inégalités, la corruption, la violence, la permanence des groupes armés illégaux, ne se régleront pas du jour au lendemain.

A La Havane, 5 points de négociations figurent à l'agenda. Les 3 premiers ont donné lieu à un pré-accord entre les parties : sur la politique rurale, sur le trafic de drogues et sur la participation politique. Reste aux protagonistes à trouver un terrain d'entente sur la question des victimes (vérité, réparation, réconciliation) et sur un arrêt effectif des combats.

En 2014, poursuivant une tendance vérifiée depuis plusieurs années, la Colombie a eu une croissance économique de 4,7 %. Ces bons indicateurs, mais aussi des richesses jusque là « sous exploitées », la perspective de la paix et les efforts incessants du gouvernement pour « vendre » le pays, encouragent de plus en plus d'investisseurs étrangers. Cependant, cette « ouverture » à marche forcée inspire des craintes et demande vigilance, tant la lutte pour ces mêmes intérêts sont à l'origine du conflit. La pauvreté se réduit certes, dans l'absolu, mais les inégalités (territoriales, sociales, économiques, ethniques) perdurent, voire se creusent.

A l'international, la politique du gouvernement tend à ce que la Colombie puisse se défaire de sa mauvaise image, pour attirer les investissements économiques, gagner en influence culturelle et se placer au niveau diplomatique.

Les relations bilatérales avec la France sont en constante augmentation, que cela soit au niveau politique, économique, culturel ou académique. Le président colombien a d'ailleurs effectué un passage à Paris en novembre, préparant ainsi une visite d'État fin janvier 2015. La France a fait de la Colombie son objectif prioritaire en termes de partenariat dans la région, après le Brésil.

L'École de la paix, présente depuis plus de 20 ans auprès de différents secteurs de la société colombienne (ONG, église, communautés, universités, militaires, artistes), ne cesse de contribuer à ce que la solidarité et la coopération depuis la France puisse apporter un soutien adapté à ce contexte si particulier, tout en organisant des échanges féconds entre sociétés civiles, ayant bien conscience que nous avons beaucoup à apprendre, nous aussi, des luttes menées par les colombiens pour construire la paix malgré l'adversité.

Le Réseau France Colombie Solidarités devient une plateforme de référence

Le rapport d'activité 2014 spécifique au RFCS est disponible sur demande pour avoir tous les détails de ce projet.

Le RFCS en 2014 c'est :

| |
|--|
| 11 organisations membres |
| 5 réunions de coordination |
| 3 réunions institutionnelles |
| 5 événements publics |
| 16 bénévoles actifs |
| 3382 visites du blog |
| 412 abonnés à la page Facebook |
| 403 visites de la revue de presse |
| 1 mission en Colombie |
| 25 000 € de soutien financier du Secours Catholique, du CCFD et de Mâcon Solidarité Colombie |

Initié en 2012, sur la base d'une longue trajectoire des organisations françaises en Colombie, ce projet de réseau a atteint en 2014 des résultats au-delà des attentes. L'École de la Paix, à l'origine de cette initiative – avec le CCFD et Mâcon Solidarité Colombie – est l'organisation qui assure l'animation et la coordination du RFCS.

Cette démarche de travail en réseau des acteurs de la solidarité et de la coopération internationales depuis la France avec la Colombie, permettant de construire petit à petit une action globale de la société civile, a été consolidée en 2014, année qui a permis d'installer de manière pérenne la plate-forme.

En effet, ce ne sont pas moins de 11 organisations qui composent aujourd'hui le RFCS, 7 s'étant formellement affiliées en 2014 !

Les membres du RFCS au 31 décembre 2014

ACAT, AEDH, Amnesty International France, CCFD-Terre Solidaire, École de la Paix, Entre Todos, Mâcon Solidarité Colombie, PBI France, Secours Catholique, TEJE, Terre des Hommes.

Des réunions régulières et constructives entre acteurs permettent de proposer un espace de rencontre entre organisations, de partager les analyses, de croiser des projets et de concerter des actions communes.

Un Comité de Pilotage a été créé (mise en place en 2015), adaptant ainsi la gouvernance d'un réseau passant de 3 à 11 membres en moins de 2 ans. Un cadre de fonctionnement a été mis en place, avec une Charte et un Règlement interne. Un thème – l'accaparement des terres - a été choisi de manière concertée pour qu'il soit la priorité d'actions en 2015.

Le public du RFCS ne cesse de s'étoffer, la communication, bien qu'encore insuffisante, progresse, ce qui permet à l'information en lien avec l'actualité de la Colombie et du réseau d'être plus largement diffusée.

Le RFCS s'étend au niveau européen, puisque la plate-forme est désormais membre du réseau continental, qui mène des actions de plaidoyer auprès de l'UE et de l'ONU.

L'équipe bénévole s'est renforcée et professionnalisée, pour un équivalent estimé de 670h de travail sur l'année, soit une valorisation à hauteur de 7800 € environ.

Notre chargé de mission a effectué une **mission de 2 semaines** en novembre en Colombie, rencontrant de nombreuses organisations partenaires des membres du RFCS ainsi que les services de l'Ambassade.

Ainsi, depuis fin 2012, le RFCS ne cesse de se développer et d'attirer de nouveaux membres ou partenaires, preuve de la pertinence du portage d'une action commune à la société civile française ayant pour objet un même territoire d'intervention. L'Ambassade à Bogotá ou le MAEDI à Paris commencent à identifier le RFCS comme une plate-forme crédible d'interlocution.

L'information et le plaidoyer représentent pour le moment le gros de l'activité du RFCS, reflétant avant tout un espace de rencontres, de mobilisation et de concertation entre acteurs. Reste à fournir un effort en termes de messages communs, concernant le plaidoyer notamment. A l'avenir, il s'agira également de construire et de diffuser des outils en commun, en particulier en termes d'éducation, puisque l'objectif est également de sensibiliser le public sur nos territoires.

Pour l'Ecole de la paix, le portage d'un réseau national qui se développe, qui plus est avec l'adhésion des principales organisations françaises de développement et de droits humains, est une réussite. Cela permet de donner de la visibilité à l'association, d'interagir avec de potentiels partenaires pour des projets en Colombie ou ailleurs et de porter haut les actions de coopération avec la Colombie, qui est le territoire avec lequel nous avons des liens depuis le plus longtemps.

Nous voulons remercier, en particulier, les personnes qui ont contribué au développement de ce projet en 2014 : Juan Felipe Duque, Juliana Franco, Carolina Osorio (bénévoles), Marie Vincent (stagiaire).

UN PROJET AMBITIEUX ET PASSIONNANT : LE DIALOGUE CIVILS-MILITAIRES

Dans le contexte explicité en préambule, il est important de noter que les causes et les conséquences du conflit armé et social que vit la Colombie revêtent des formes diverses. Le tissu social a été déchiré, le discours politique circonscrit à quelques groupes et la méfiance entre différents secteurs s'est développée, dans un pays où le degré de violence politique est élevé, où la polarisation des avis et des acteurs est permanente.

L'École de la Paix maintient des relations depuis le début des années 2000 avec ces différents secteurs : ONG, Église, forces de sécurité et de défense, universités. Elle a notamment participé à de nombreuses rencontres internationales, en Amérique du Sud ou en Europe, sur la question du dialogue entre les secteurs de la société civile et ceux des militaires.

En 2014, sur la base d'activités conjointes menées les années précédentes, l'École de la Paix a proposé un projet de long terme à son partenaire historique sur ce sujet là, la Fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme (FPH).

En effet, le rôle fondamental du dialogue pour construire une paix durable en Colombie n'est plus à démontrer. Mais,

en précurseur, l'École de la Paix a voulu insister sur celui, plus que nécessaire, avec les forces de sécurité. Ce que très peu d'organisations ne veulent ou ne peuvent faire.

L'élection présidentielle de 2014, en Colombie, a précisément mis au jour le rôle politique important de l'armée. En effet, elle a été très présente dans la campagne électorale, en soutien au candidat uribiste, opposant aux Dialogues de paix et qui est arrivé en tête au 1^{er} tour. Aussi, des scandales ont bousculé l'institution (corruption, espionnage, droits humains), sans toutefois trop ébranler la popularité dont elle jouit auprès de l'opinion.

LES PARTENAIRES

FPH

La fondation Charles Léopold Mayer pour le Progrès de l'Homme soutient financièrement le projet, participe à son élaboration conjointe ainsi qu'à son suivi régulier et met à disposition son capital social pour contribuer à son avancée.

EURO-ISME

La branche européenne de la Société Internationale d'Ethique Militaire, association regroupant des militaires actifs ou à la retraite ainsi que des universitaires et chercheurs, contribue au suivi du projet. Nous mettons également en place des activités communes et l'École de la Paix est invitée au séminaire international annuel qu'Euro-Isme organise.

REEM

Le Réseau d'Études en Éthique Militaire colombien, en lien avec l'École de Guerre de Bogotá, réunit des universitaires pour engager la réflexion sur la formation des officiers et sur le dialogue avec la société civile.

2014 a permis de construire ensemble ce projet et de préparer le terrain pour élaborer celui, sur 3 ans, qui permettra de mettre en œuvre des activités qui contribuent à :

- Identifier les personnes et les organisations ressources qualifiées pour alimenter un réseau d'acteurs venant de différents secteurs (ONG, universités, militaires, etc.).
- Analyser de manière permanente l'actualité colombienne et les problématiques liées au projet (justice transitionnelle, évolution des forces de sécurité, négociations de paix, etc.).
- Produire de la réflexion en réseau à ces différents défis, via des cahiers de publication et grâce à l'organisation de rencontres entre acteurs.
- Proposer (à long terme) des actions innovantes qui permettent le rapprochement entre les civils et les militaires.
- Capitaliser cette expérience pour envisager cette méthodologie sur d'autres terrains que la Colombie.

En 2014, cela s'est notamment traduit par :

- 2 rencontres entre partenaires en début d'année pour écrire le projet
- 1 stagiaire recrutée pour mener un premier travail d'analyse
- 1 participation au séminaire international sur l'éthique militaire, organisé par Euro-Isme à Coblence (Allemagne), en mai.
- 1 réunion avec le Département des Affaires Stratégiques (DAS) du Ministère de la Défense.

- 1 réunion à Bogotá avec l'Attaché Militaire de l'Ambassadeur de France
- 3 réunions avec des ressources potentielles pour le futur réseau (Professeur JJ Kourliandski de l'IRIS, le CINEP et la Pastorale Sociale à Bogotá).

A partir de cette préparation, le projet entrera dans sa phase d'activités entre 2015 et 2017. Le contexte en Colombie a un impact particulier sur sa mise en œuvre. En effet, les tensions politiques influent sur le comportement de l'institution militaire et de son ouverture aux autres secteurs. Ces derniers sont parfois aussi réticents.

Preuve de cela, la 1ère édition des *Cahiers de publication*, prévue en 2014, n'a pu aboutir, faute de conditions suffisantes pour que des contributeurs puissent s'exprimer de manière sereine. La stratégie de médiation a donc été revue, et c'est d'abord par les universités, notamment celles qui sont régulièrement en lien avec les forces de sécurité, que devrait plus s'orienter l'action. Il s'agira également d'avoir davantage d'analyse partagée entre les différents partenaires, concernant l'actualité colombienne et ses conséquences sur le projet lui-même. Enfin, outre le *Cahier de publication*, l'ambition à court terme est de trouver un espace physique (forum, conférence, atelier) pour réunir une première fois les acteurs, dans le but d'entamer une réflexion commune.

Nous voulons remercier, en particulier, Elodie Torossian, qui a contribué au démarrage de ce projet au cours d'un stage de 5 mois à l'École de la Paix, dans le cadre de son Master II Sécurité et Défense de l'Université Pierre Mendès France de Grenoble.

DES LIENS DIVERS POUR UNE APPROCHE GLOBALE DE LA PAIX

ACTIVITES COMMUNES REALISEES AVEC L'UNAD : VERS UNE « COMMUNAUTE DE REFLEXION » EN FAVEUR DE LA PAIX

Depuis 2013, l'École de la Paix est en lien avec l'Université Nationale Ouverte et à Distance (UNAD), notamment le siège de Medellín qui couvre toute la partie ouest du pays en termes d'enseignement. L'UNAD compte près de 130 000 étudiants dans tout le pays. Sa spécificité réside dans le fait qu'elle propose des enseignements à distance, notamment pour faire bénéficier les populations vulnérables ou isolées d'un accès à l'université. Elle travaille avec les communautés, les organisations de base, les anciens combattants, les mères de famille, les victimes du conflit, etc.

La coopération UNAD - École de la Paix se traduit par 3 ambitions :

- *Mener des activités de réflexion publique en commun* : conférence, séminaire, forum en ligne.
- *Faciliter les échanges étudiants et académiques* : stagiaires/étudiants de recherche/volontaires, notamment avec les universités en Rhône-Alpes.
- *Publier et diffuser des propositions entre ONG et Universités* pour contribuer à la formation des acteurs de paix, vecteurs de changement social : articles, modules de formation, enseignement.

En 2013 déjà, une conférence commune, avec la présence de l'École de la Paix, avait été organisée à Medellín. Les liens se sont construits au fur et à mesure. En 2014, une 2^{de} conférence a eu lieu au mois d'août, toujours à Medellín, au Musée de la Mémoire.

L'ambition, avec cette collaboration naissante, est de multiplier les actions communes, avec les objectifs décrits plus haut, le tout dans le cadre d'une convention qui puisse pérenniser des liens forts entre les deux institutions. La formation des acteurs de paix est effectivement un défi de taille pour la Colombie, et l'École de la Paix ne peut que se réjouir d'y participer.

L'EXPRESSION ARTISTIQUE POUR ACCEDER A LA CITOYENNETE

Depuis de nombreuses années, l'École de la Paix est en relation avec le peintre Kintana, ainsi que les frères Quintero, jeunes musiciens de Bucaramanga. En 2014 encore, ces artistes engagés pour la paix ont pu venir en France, grâce notamment à l'École de la Paix.

Du 10 au 22 octobre, les frères Quintero ont pu se produire dans 5 villes différentes grâce à la collaboration avec le RFCS : Mâcon, Châtillon, Paris, Lyon et Grenoble. Ces concerts ont réuni en tout plus de 200 personnes et ont permis de sensibiliser le public sur le lien entre l'art et la culture de paix, tout en expliquant les projets de l'École de la Paix.

A Grenoble, les frères Quintero et ce travail mené en Colombie ont attiré l'œil de la **Mairie de Crolles** qui, envisageant de développer ses actions à l'international, a souhaité en savoir plus sur les projets de l'École de la Paix en Colombie. Dans le cadre de sa mission de terrain en novembre, **notre chargé de mission, Olivier Lagarde, s'est à son tour rendu dans la ville d'origine des Quintero - Zapatoca** - dans la région du Santander, pour évaluer la pertinence d'une éventuelle coopération entre les 2 villes, l'École de la Paix et les musiciens. Vous pourrez trouver ici le **reportage de la télévision locale** sur cette visite (en espagnol) : A suivre donc !

En décembre, c'est le peintre Genaro Kintana qui est venu en France afin de produire de nouvelles œuvres et d'organiser avec l'École de la Paix des expositions dans la région, comme ce fut le cas au Sappey en Chartreuse. Nous avons pu ensuite convenir d'un plan d'action pour **mettre sur pied un programme d'accès à la citoyenneté par l'art dans sa région d'Apartado**, au nord-ouest de la Colombie, avec en perspective la saison culturelle Colombie-France que les gouvernements ont annoncée pour 2017.

Nous tenons à remercier particulièrement Diego Fernandez, bénévole et ami de l'École de la Paix, pour toute son aide dans les liens développés avec Kintana.

A l'heure d'écrire ces lignes, c'est toutefois avec tristesse que nous avons appris le décès de notre ami, le peintre Kintana, alors qu'il venait d'atterrir à Bogotá le 22 janvier dernier, au lendemain de notre dernière réunion avec lui dans les locaux de l'École de la Paix. Nous nous engageons à poursuivre malgré tout les projets engagés, en particulier grâce à son fils José Javier.

Partie 3 : Vers la constitution d'un réseau d'associations travaillant à promouvoir l'éducation à la paix dans différents pays

Nous avons pour intention, d'ici la fin 2015, de travailler à la constitution d'un réseau d'associations œuvrant à la promotion de l'éducation à la paix dans différents pays. Pour ce faire, nous souhaitons nous rapprocher de l'association nigérienne « Onodep » avec laquelle nous avons déjà travaillé, via les excellents liens que nous avons développés avec Billou, le maire d'Abalak, mais aussi avec Guy Deplace, le président de l'association « Tanat », qui soutient Onodep.

Nous voulons aussi affermir nos liens avec l'association Formes et Couleurs Oasiennes, à Chenini, ville tunisienne située à côté de Gabès, avec qui nous avons déjà initié des premiers contacts fructueux.

Nous avons pour ambition de consolider nos liens avec l'association rwandaise Umuseke avec qui nous avons déjà travaillé par le passé.

Enfin, nous avons pour souhait de poursuivre nos actions engagées avec notre partenaire brazzavillois, l'Action Evangélique pour la Paix, si celui-ci se manifestait de façon plus vigoureuse en 2015.

Ils soutiennent l'Ecole de la paix pour ses actions :



RAPPORT FINANCIER

Le compte d'exploitation de l'Ecole de la Paix pour l'exercice 2014 peut se résumer de la façon suivante :

| COMPTE DE RESULTAT AU 31/12/14 | | 2014 | 2013 | 2014/2013 |
|---------------------------------------|---|----------------|----------------|------------------|
| PRODUITS D'EXPLOITATION | | 259 455 | 278 113 | -7% |
| Dont | Ventes et prestations | 51 481 | 57 620 | |
| | Subventions | 178 926 | 166 588 | |
| | Adhésions et Dons | 27 288 | 53 126 | |
| | Autres produits | 1 760 | 779 | |
| CHARGES D'EXPLOITATION | | 258 016 | 283 888 | -9% |
| Dont | Achats approvisionnements | 70 561 | 75 209 | |
| | Salaires, traitements et charges sociales | 186 835 | 187 563 | |
| | Autres charges | 620 | 21 117 | |
| RESULTAT D'EXPLOITATION | | 1 439 | - 5 776 | n/a |
| | Produits financiers | 119 | 56 | |
| | Charges financières | 68 | 139 | |
| TOTAL DES PRODUITS | | 259 574 | 278 168 | -7% |
| TOTAL DES CHARGES | | 258 084 | 284 028 | -9% |
| EXCEDENT OU DEFICIT | | 1 490 | - 5 859 | n/a |
| | + Report de ressources des exercices antérieurs | 6 000 | 15 000 | |
| | - Engagements à réaliser | | 6 000 | |
| RESULTAT COMPTABLE | | 7 490 | 3 141 | 138% |

Montants exprimés en euros

Le résultat comptable de 7 490 € correspond à un excédent d'exploitation de 1 439 € majoré de 6 000 € de ressources qui n'avaient pas été utilisées lors de l'exercice précédent. Il n'y a pas d'engagement à réaliser pour l'exercice 2014.

Les produits d'exploitation baissent globalement de 7%. Ceci résulte surtout d'une baisse des cotisations et dons de près de 50% et d'une baisse des ventes de prestation de 11%. Les subventions en hausse de 7% continuent de représenter plus des deux tiers des ressources.

Les subventions en hausse de 12 338 € restent encore inférieures au niveau de 2012. On peut noter que les subventions de fonctionnement à hauteur de 23 500 € ne représentent que 13%

du total perçu. Le reste de ces subventions correspond à des projets spécifiques qui imposent presque tous un cofinancement.

Les charges d'exploitation affichent une diminution de 9%. Cette baisse des charges plus forte que la baisse des revenus permet d'obtenir un résultat positif.

La masse salariale qui représente plus de 72% du montant des charges reste stable. Les principaux postes de dépenses composant les quelques 71K€ restants sont :

- Les achats d'études et de prestations pour près de 13K€ correspondent principalement aux frais d'intervention de la compagnie Impact Théâtre dans le cadre des actions « Prévenir la violence ».
- Les frais d'informatique et de communication pour environ 15 K€.
- Les frais de déplacement à hauteur de 17K€ relèvent en grande partie des projets sur la Colombie et le Mali.

Au niveau du Bilan, le résultat comptable de 7 490 € permet de ramener les fonds propres négatifs de – 9 604€ en 2013 à – 2 113€.

En 2015 nous avons pour objectif de viser une cinquième année consécutive de résultat excédentaire afin de parvenir à ce que ces fonds propres deviennent positifs.

Ecole de la Paix
7 rue très cloîtres
38000 Grenoble